



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 4

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République démocratique du Congo pour l'année 2021

Document d'action « Unis pour l'égalité des genres »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

1. SYNTHÈSE

1.1. Tableau récapitulatif de l'action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Unis pour l'égalité des genres Numéro CRIS : NDICI AFRICA/2021/043-338 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : République démocratique du Congo au niveau national et avec une concentration particulière dans deux provinces, le Kasai et le Sud-Kivu.
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel en République démocratique du Congo (PIP RDC) 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Domaine prioritaire 2 : développement humain Objectif spécifique 2 : les inégalités sont réduites, y compris entre les hommes et les femmes Objectif spécifique 3 : l'éducation agit comme moteur du changement de la jeunesse et vivier d'un leadership responsable et engagé
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	110 – Education 151 – Gouvernement & Société Civile général 160 – Infrastructure et Services Sociaux Divers
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : ODD 5 – Égalité entre les sexes Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles: ODD 1 – Lutte contre la pauvreté ODD 8 – Travail décent et croissance économique

	ODD 10 – Inégalités réduites			
8 a) Code (s) CAD	11230 – Éducation pour une meilleure qualité de vie pour les jeunes (50 %) 15180 – Élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles (30 %) 16020 – Création d'emplois (20 %)			
8 b) Principal canal de distribution @	11004 – Autres entité publique dans le pays donneur 40000 – Organisations multilatérales			
9. Objectifs de dépenses	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	<u>Connectivité</u> Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 20 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 20 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion indirecte avec une entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.3.1.			

1.2. Résumé de l'action

En République démocratique du Congo (RDC), les violences basées sur le genre (VBG) demeurent une grave problématique dont l'élimination doit être un objectif prioritaire. Elles sont massives sur l'ensemble du pays, tant dans les provinces fortement impactées par un conflit que dans les régions en post-conflit, mais également dans nombre d'autres communautés. Par ailleurs, la situation des violences domestiques s'est détériorée depuis la pandémie de COVID-19 en 2020. De manière générale, les VBG en RDC s'inscrivent dans une société qui reconnaît un statut inférieur à la femme, qui est bien souvent stigmatisée et par conséquent vulnérable et exposée à la pauvreté. De très nombreuses femmes et des filles congolaises ne jouissent pas pleinement de leurs droits et de leurs libertés fondamentales. Cette perception, est pérennisée par ceux qui sont chargés de la protection des femmes et des enfants vulnérables et qui ignorent ou négligent leurs obligations - que ce soient leurs parents, conjoints ou communautés, ou les agents de l'État (police, justice, etc.).

L'action répond spécifiquement au domaine prioritaire « développement humain » du Programme indicative pluriannuel (PIP) 2021-2027 pour la RDC, ainsi qu'à l'objectif de développement durable (ODD) 5 (égalité des sexes).

L'objectif global de ce programme est de contribuer à la diminution des VBG en RDC, notamment en renforçant l'autonomie socio-économique et le leadership politique des femmes dans le pays.

Les trois objectifs spécifiques (OS) de cette action sont : i) la lutte nationale contre les VBG est promue ; ii) l'autonomie socio-économique de la femme et le leadership féminin sont renforcés ; iii) l'environnement protecteur de la femme est renforcé. Si le premier objectif spécifique a une envergure nationale (du fait de sa nature politique et

institutionnelle), les deux autres (qui représentent 90 % du budget) s'inscrivent dans une approche territoriale : les activités seront menées dans deux provinces, à savoir le Kasai et le Sud-Kivu (sans fermer la possibilité d'intervenir dans d'autres provinces si opportun).

L'action vise à produire huit résultats. En relation au premier objectif, il s'agit de la promotion de l'efficacité de la campagne nationale « Tolérance zéro immédiate » contre les VBG, et du renforcement des capacités du gouvernement. En relation au deuxième objectif, qui privilégie une approche préventive et s'applique en principe à deux provinces, trois résultats sont visés: i) les compétences socio-professionnelles des jeunes et des femmes sont renforcées ; ii) le nombre de femmes et de jeunes ayant un emploi ou auto-emploi est augmenté, ainsi que leur revenu mensuel; et iii) le leadership féminin est renforcé. Enfin, trois résultats concrétiseront, dans les mêmes provinces, le troisième objectif spécifique, à savoir : i) les communautés s'approprient la lutte contre les VBG et la mettent en œuvre ; ii) un mécanisme de réponse rapide est opérationnel et efficace ; iii) les victimes des VBG ont accès à une prise en charge holistique.

L'action privilégie donc une approche globale, avec un impact dans des provinces d'intervention spécifiques. A cet effet, des alliances stratégiques seront recherchées – avec le Gouvernement mais aussi avec l'Initiative « Spotlight » qui conjugue les efforts de l'UE et des Nations unies en matière de lutte contre les VBG. L'approche nettement territoriale vise à capitaliser sur les actions de l'Union européenne (développement et humanitaire) en matière de police, justice et santé dans certaines provinces, ainsi que sur la présence de partenaires stratégiques historiques de l'Union européenne en la matière comme la Fondation Panzi.

Le budget de l'Action est de 20 000 000 EUR pour une durée de mise en œuvre de 4 ans. S'il n'est pas prévu de signer de Convention de financement, le Gouvernement de RDC sera pleinement impliqué, notamment en assurant avec l'UE la co-présidence du comité de pilotage.

2. JUSTIFICATION

2.1. Contexte

La République démocratique du Congo (RDC) est un pays en post-conflit et en instabilité chronique. Malgré son exceptionnelle richesse naturelle, il demeure un des pays les plus pauvres et au développement humain le plus bas dans le monde. Son Indice de développement humain (176^e sur 189 pays) témoigne de son retard important en relation aux objectifs durables de développement, notamment la réduction de la pauvreté (73 % de la population congolaise en sont touchés), l'accès à l'eau, l'assainissement ou encore la réduction de la mortalité infantile et l'égalité homme-femme.

Après une période d'incertitude politique et institutionnelle due aux reports des élections, la tenue de ces dernières en décembre 2018, l'alternance pacifique et la formation d'un gouvernement issu d'une nouvelle majorité offrent de nouvelles perspectives. L'opinion tant nationale qu'internationale attend du nouveau gouvernement la mise en place des politiques et stratégies pour lutter efficacement contre la pauvreté et les maux qui rongent la société congolaise. Parmi ces derniers figurent les conflits armés des dernières décennies, en particulier dans l'Est du pays¹, le faible accès à l'éducation et son insatisfaisante qualité, la rareté de l'emploi et l'insuffisance de la formation professionnelle, le sous-financement de la santé, l'état dégradé des infrastructures, un climat des affaires délétère, mais aussi le non-respect des droits des femmes, et l'inégalité des sexes d'une manière plus générale. Dans le gouvernement actuel dit « Union sacrée de la nation » du président Félix Tshisekedi, seulement 27 % des membres sont des femmes. Certes la présence féminine connaît une augmentation de 7 % par rapport au cabinet sortant, mais reste faible. A l'assemblée nationale, seulement 12 % des membres sont des femmes et au sénat 20 %. Par ailleurs, le pays figure en avant dernière position (128^e sur 129 pays) de l'Indice 2019 du genre².

Les 5 et 6 octobre 2020, lors du second dialogue politique formel RDC-UE au titre de l'Accord de Cotonou, les parties ont noté les efforts accomplis dans une série de domaines, y compris l'égalité des sexes. Elles ont notamment manifesté leur engagement mutuel pour renforcer l'autonomisation des femmes, assurer une meilleure participation de la part des femmes à la vie publique, et œuvrer à éradiquer les violences commises à l'encontre des femmes sur l'ensemble du territoire congolais. Sur base de ces priorités conjointes, figurant également dans le Plan national stratégique de développement (PNSD) 2019-2023 de la RDC, le PIP 2021-2027 pour la RDC a retenu comme

¹ Ces conflits ont donné lieu à de nombreux déplacements forcés de populations : 840.449 réfugiés (la RDC est le 6^{ème} pays d'origine pour les réfugiés dans le monde) et 5.268.000 personnes déplacés internes (PDI) (la RDC est le 3^{ème} pays le plus important en termes de PDI dans le monde)

² 2019 SDG Gender Index, accessible à l'adresse suivante: <https://data.em2030.org/2019-sdg-gender-index/explore-the-2019-index-data/#>.

domaine prioritaire le développement humain y compris la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes, qui est son objectif spécifique 2. Ce choix est conforme aux priorités politiques de l'Union et confirmé par les engagements politiques fermes pris en faveur de l'égalité des sexes par l'Union.

Le troisième Plan d'action genre de l'UE pour 2021-2025 (GAP III)³ a été lancé en novembre 2020. Il cible six domaines et propose un programme de travail ambitieux, par exemple, dans le domaine de la protection contre les VBG, la promotion des droits de santé sexuelle et reproductive (SSR), des droits économiques et sociaux des filles et des femmes, le leadership féminin et d'autres. Une stratégie de mise en œuvre du GAP III adaptée au contexte de la RDC (appelée « CLIP ») est en cours d'élaboration au moment de la rédaction du présent document.

De son côté, le Gouvernement de RDC affirme aussi son engagement en la matière. Il a ratifié un grand nombre d'instruments juridiques internationaux et régionaux dont les Conventions des Nations unies CEDEF (1979) et CEDAW (1979), les résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), et 1888 (2009) du Conseil de sécurité de l'ONU. La RDC a adhéré à la Plateforme de Beijing (1995), au Protocole de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur les droits des femmes en Afrique (1981) et à la Déclaration de Kampala (2011). Au niveau national, l'engagement du Gouvernement se traduit par des avancées dans l'arsenal juridique relatif aux inégalités de genre, à commencer par la Constitution qui consacre la parité et l'élimination des violences sexuelles. La loi n° 06/018, adoptée en 2006, renforce la répression en matière de viol et de violences sexuelles. Le Code de la famille, quant à lui, a connu quelques modifications progressives. Sur le plan stratégique, la Politique nationale genre (PNG), adoptée en 2009, est complétée par la Stratégie nationale de lutte contre les VBG (SNVBG, 2009) qui fournit un cadre opérationnel de référence pour l'ensemble des intervenants. Elle s'organise autour de 5 composantes: i) l'application de la loi et la lutte contre l'impunité ; ii) la prévention et la protection contre les violences sexuelles ; iii) la réforme du système de sécurité et de justice ; iv) la prise en charge holistique des victimes; v) la gestion des données et des informations. Malgré son ancienneté, la SNVBG reste pertinente car elle est complétée par d'autres plans d'actions plus récents, tel que le Plan d'action national de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité 2019-2022 (« PAN1325 II » de 2018). Comme son prédécesseur, le PAN1325 II vise à promouvoir un environnement sécurisé en garantissant une implication équitable des femmes à la consolidation de la paix en RDC. De son côté, le Plan d'application du communiqué conjoint RDC-ONU de janvier 2020 propose une série d'actions de coordination, plaidoyer et accompagnement pour prévenir et répondre aux violences sexuelles liées aux conflits. De façon générale, les politiques publiques de la RDC en matière de genre sont alignées à l'ODD 5 dont l'ambition est de mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles et éliminer de la vie publique et privée toutes formes de violence faite aux femmes et aux filles.

2.2. Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

En République démocratique du Congo, les violences basées sur le genre (VBG) sont un fléau dont l'élimination doit être un objectif prioritaire. Elles sont massives sur l'ensemble du pays, tant dans les provinces fortement impactées par un conflit que dans les régions en post-conflit, mais également dans nombre d'autres communautés. Ainsi, les provinces à l'Est du pays, zone fortement impactée par les conflits, ainsi que la grande région du Kasai figurent parmi les provinces qui enregistrent le plus grand nombre de **violences sexuelles**. Les violences basées sur le genre sont directement impactées par les déplacements forcés. D'autant plus que les personnes déplacées sont, elles-mêmes plus à même d'être victime de ce type de violences et ce, quelle que soit leur étape de déplacement.

L'insécurité généralisée dans les différents villages est favorisée par le désœuvrement des jeunes, les violences pouvant résulter de la délinquance et de la manipulation. Dans le Kasai, l'ampleur des violences sexuelles commises à l'encontre de la femme a été exacerbée par la rébellion de Kamuina Nsapu de 2016, qui a provoqué un changement profond dans la manière dont le corps de la femme, c'est-à-dire son intégrité physique, est appréhendé au sein de la société. Les conséquences provenant de ces abus sont accablantes. On y enregistre un profond traumatisme physique, psychologique et affectif chez les victimes ainsi que leurs familles et la communauté toute entière.

Si l'ampleur des abus sexuels est consternante dans le pays⁴, les **violences domestiques** se sont aggravées depuis l'avènement de la crise sanitaire⁵. Les milieux professionnels et scolaires sont touchés par l'**exploitation physique et sexuelle**. Le **taux de scolarisation** et d'alphabétisme des filles et des femmes est faible, tandis que leur décrochage

³ Égalité entre les femmes et les hommes et émancipation des femmes: transformer la vie des jeunes filles et des femmes dans le contexte des relations extérieures de l'UE 2016-2020. SWD(2015)182 final du 21.9.2015

⁴ 967 en 2020 (679 femmes, 3 hommes, 285 enfants) victimes des violences sexuelles ont été renseignés en 2020 par le BCNUDH bien que ces chiffres restent en deçà de la réalité ; source : Rapport 2021 du BCNUDH sur la situation des droits de l'Homme en RDC.

⁵ En 2019, 42,8 % des femmes de 15-49 ans ont déclaré avoir subi des violences domestiques. Ces cas ont augmenté depuis le début de la pandémie de COVID-19 de plus de 27 % au premier semestre 2020 ; source : Onufemmes RDC (2021).

scolaire est bien plus fort que celui des garçons. **L'accès aux ressources**, aux successions et à la prise de décision est également disparate, les femmes y étant nettement défavorisées. La conséquence étant que la femme congolaise est plus pauvre que son homologue masculin, et cela malgré son rôle déterminant pour la subsistance du foyer. De manière générale, les VBG s'inscrivent dans une société qui octroie un **statut inférieur** à la femme, qui est bien souvent stigmatisée et par conséquent vulnérable et exposée à la pauvreté.

Cette perception, aujourd'hui largement ancrée dans les mentalités, est pérennisée du fait que ceux qui sont chargés de la protection des femmes et des enfants vulnérables ignorent ou négligent très largement leurs obligations - que ce soient leurs parents, conjoints ou communautés, ou les agents de l'Etat (police, justice, etc.).

La création d'un **écosystème communautaire plus protecteur** est donc nécessaire. Ceci requiert l'implication des hommes, qu'ils soient chefs de famille, jeunes ou leaders d'opinion, dans la lutte contre les VBG. Leur participation à la sensibilisation et aux dénonciations des VBG peut faire la différence, tant pour eux-mêmes que pour les victimes. D'autres actions consistantes de prévention sont requises, notamment au moyen de l'**autonomisation économique et politique des femmes**. La formation professionnelle, associée à un accompagnement individuel ou collectif et à une éducation civique qui sensibilise aux droits, peut prévenir les abus et permettre aux filles et aux femmes de revendiquer et faire respecter leurs droits.

Sur le plan de la réponse à apporter aux violations, l'**approche holistique** se décline autour de quatre piliers : i) médical, ii) psycho-social, iii) légal et iv) socio-économique. Elle constitue un moyen éprouvé pour redonner dignité aux victimes. En complément, un mécanisme de réponse rapide aux cas de violence - dont la communauté doit se sentir responsable - est à même de renforcer l'efficacité et la couverture de la prise en charge des victimes.

L'action proposée, préventive et réactive à la fois, concourt au programme de travail de la SNVBG et à la **Campagne gouvernementale de « Tolérance zéro immédiate » (CTZI)** du Gouvernement. Par ailleurs, l'UE a déjà démontré sa valeur ajoutée dans la prise en charge holistique des victimes des VBG (par exemple par son partenariat historique avec la Fondation Panzi). Le passage à l'échelle supérieure (« scaling up ») de ses activités de lutte contre les VBG en RDC s'appuie aussi sur son rôle important dans la réforme du secteur de sécurité (RSS), la justice et la santé.

Vu le caractère transversal de la problématique, une **approche territoriale** visant à créer des synergies entre les différentes actions de l'UE en matière police, justice et santé est particulièrement prometteuse pour fournir des résultats tangibles dans la lutte contre les VBG.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les **bénéficiaires directs (titulaires de droits)** de l'action, notamment dans les zones d'intervention spécifiques, sont les victimes (femmes et hommes) des VBG ainsi que les jeunes filles et garçons⁶ vulnérables, mais aussi celles et ceux qui ne sont pas vulnérables. Les **femmes victimes des VBG** ont besoin, selon leur situation, d'une prise en charge holistique mais différenciée. Souvent stigmatisées et rejetées, elles recherchent le rétablissement de leurs liens sociaux et familiaux. Elles ont besoin de se sentir en sécurité pour pouvoir dénoncer les auteurs des crimes les concernant et de les faire traduire en justice. Les **femmes et jeunes filles** en général nécessitent une meilleure protection contre les VBG, tant en milieu urbain qu'en milieu rural. Les **hommes et garçons**, de leur côté, sont ou peuvent, selon le contexte, devenir des auteurs de VBG (mais aussi des victimes des VBG, même si moins nombreux, et ils ont aussi besoin d'une prise en charge holistique). Souvent désœuvrés (ni scolarisés ni employés), ils sont particulièrement vulnérables face à ce risque, notamment dans l'Est du pays où le recrutement des jeunes hommes par des groupes armés est fréquent. A l'inverse, en tant que frères, pères, collègues et maris, les garçons peuvent jouer un rôle pionnier dans la déconstruction des stéréotypes de genre en RDC. Par ailleurs, toutes les strates de la société congolaise sont concernées. Une approche inclusive favorisera donc l'échange social et sensibilisera les jeunes indépendamment de leur statut social. Les organisations de la société civile jouent également un rôle important dans le cadre de l'action.

Parmi les **bénéficiaires indirects (titulaires de droits)** l'on compte tant les maîtres artisans que les centres de formation professionnelle (publics ou privés) et les hôpitaux publics, ainsi que leur personnel et les divers membres de la communauté. Les structures publiques, telles que les Hôpitaux Généraux de Référence ainsi que les Centres de formation sous gestion de l'Institut national de préparation professionnelle (INPP) y jouent ainsi un rôle clé. Sous-équipés et peu pourvus en ressources humaines et financières, mais dotés d'un mandat clair et d'une certaine capacité de travail, ces acteurs contribueront à la réalisation de l'action, tout en bénéficiant de formations d'éducation civique pour mieux comprendre, respecter et promouvoir les droits de la femme.

Les **bénéficiaires finaux (titulaires de droits)** sont l'ensemble des femmes, jeunes filles, hommes et garçons, c'est-à-dire les familles et communautés, ainsi que la société en général du fait du potentiel stabilisateur et pacificateur de

⁶ Entre 15 et 35 ans

l'Action. Une attention particulière est portée aux enfants, personnes déplacées et personnes handicapées. Enfin, la société civile congolaise figure en première ligne des bénéficiaires finaux.

Elle est constituée d'activistes qui nécessitent un soutien dans leur lutte pour l'égalité des sexes et contre les VBG, mais aussi de nombreux individus qui n'ont pas été suffisamment sensibilisés sur les droits de la femme.

De son côté, le **gouvernement de la RDC, en tant que titulaire des obligations de respecter, protéger et réaliser les droits humains**, s'est ouvertement engagé dans la lutte contre les VBG. Le Président s'y investit personnellement et a demandé un appui international à la CTZI. Le ministère du genre, famille et enfant (MGFE) est un acteur clé. Sa base de données, ses capacités de monitoring, de coordination et de communication stratégique permettront de suivre l'évolution de la situation et de piloter l'Action. Les ministères de la santé, de l'éducation, de la jeunesse, de la formation professionnelle, de la justice, des droits humains et de la défense sont aussi importants. Le caractère holistique du programme requiert l'engagement d'un grand nombre d'institutions tant au niveau national qu'aux niveaux provincial et local. Tout comme le MGFE, le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) dont une attribution est de veiller au respect des droits de la femme, est peu outillé. Il peut néanmoins jouer un rôle stratégique dans la collecte des données et dans la conduite des enquêtes sur les violences sexuelles graves commises en RDC. Au niveau communautaire, la police nationale congolaise (PNC) et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) sont souvent liées aux autorités locales, aux acteurs de la justice et à la société civile (y compris les autorités coutumières) à travers les comités locaux de sécurité. Dans ce contexte, elles jouent un rôle important dans la lutte contre les VBG. De nombreux agents de police sont soupçonnés d'être eux-mêmes auteurs de violences alors qu'ils ont pour mission la protection des droits humains. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) souligne dans son rapport de 2019, « l'augmentation du nombre de femmes et de filles, dans les zones touchées par le conflit, qui sont victimes de violence sexuelle, notamment de viol, de viol à grande échelle, de viol collectif et d'esclavage sexuel perpétrés par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), la police nationale, les groupes armés et les milices⁷ ». C'est pourquoi la PNC a développé un plan national de lutte contre les violences sexuelles (2019) qui vise à se responsabiliser dans la lutte contre l'impunité et la protection des victimes des VBG et de leurs témoins. Les FARDC ont entamé des démarches qui vont dans ce même sens.

3. DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1. Objectifs et Produits

L'objectif général (impact) de cette action est de contribuer à l'éradication des VBG en République démocratique du Congo, notamment par le renforcement de l'autonomisation socio-économique et du leadership politique des femmes dans le pays.

Les objectifs spécifiques (résultats) de cette action sont:

1. La lutte nationale contre les VBG est promue ;
2. L'autonomie socio-économique de la femme et le leadership féminin sont renforcés ;
3. L'environnement protecteur de la femme est renforcé.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants :

- Au niveau national :

1.1 La campagne « Tolérance zéro immédiate » contre les VBG est lancée et efficace ;

1.2 Le gouvernement congolais est un acteur clé dans la lutte contre les VBG ;

- Dans les deux provinces de concentration (Kasaï et Sud Kivu, sans fermer la possibilité d'intervenir dans d'autres provinces si opportun) :

2.1 Les compétences socio-professionnelles des jeunes et des femmes sont renforcées ;

2.2 Le nombre de femmes et jeunes ayant un emploi ou auto-emploi augmente ainsi que leur revenu mensuel ;

2.3 Le leadership féminin est renforcé ;

3.1 Les communautés s'approprient la lutte contre les VBG et la mettent en œuvre ;

3.2 Un mécanisme de réponse rapide est opérationnel et efficace ;

3.3 Les victimes des VBG ont accès à une prise en charge holistique.

⁷ Idem, p.3.

3.2. Activités indicatives

Activités liées au résultat 1.1 « La campagne « Tolérance zéro immédiate » contre les VBG est lancée et efficace »: appui à la mise en place d'une stratégie nationale d'information et communication s'appuyant sur l'utilisation des médias électroniques et de la presse écrite, de la radio, de la télévision et d'autres moyens pour sensibiliser à la lutte contre les VBG et les dénoncer; appui à l'organisation d'ateliers nationaux et provinciaux d'information, d'éducation et de communication sur la lutte contre les VBG ; appui aux campagnes nationales et provinciales de plaidoyer pour une participation accrue des femmes aux instances de décision privées et publiques.

Activités liées au résultat 1.2 « Le gouvernement congolais est un acteur clé dans la lutte contre les VBG »: appui au renforcement des capacités institutionnelles de la CNDH et du MFGE au niveau national et provincial, notamment appui dans la collecte désagrégée (ventilée par sexe, âge et handicap) et la gestion des données sur les VBG ; appui à la CNDH dans la conduite des enquêtes et la dénonciation des cas graves de violences sexuelles ; appui à la CNDH et/ou au MFGE dans la dissémination des dispositions légales et réglementaires protégeant les droits des femmes.

Activités liées au résultat 2.1 « Les compétences socio-professionnelles des jeunes et des femmes sont renforcées »: appui à l'offre de formation ou renforcement technique et matériel des centres de formation publics ou privés ; le cas échéant appui à la construction ou réhabilitation de lieux de formation ; analyse de filières prometteuses pour l'adaptation de l'offre de formation aux besoins du marché ; appui aux formations professionnelles de courte et moyenne durées suivant l'approche sensible au genre et aux personnes vivant avec un handicap.

Activités liées au résultat 2.2 « Le nombre de femmes et jeunes ayant un emploi ou auto-emploi augmente ainsi que leur revenu mensuel »: appui à la création de partenariats entre les lieux de formation et le secteur privé ; appui à la facilitation de stages et d'apprentissages payés ; accompagnement des jeunes et des femmes dans la préparation de plans de gestion d'entreprises ; accompagnement d'initiatives entrepreneuriales mixtes, ainsi qu'à la structuration d'associations professionnelles et de coopératives féminines ou mixtes ; appui à la mise en place de mutuelles de solidarité (MUSO) autogérées viables; suivi de la réinsertion économique des bénéficiaires.

Activités liées au résultat 2.3 « Le leadership féminin est renforcé »: appui à l'éducation civique des bénéficiaires avec un accent particulier sur la non-violence, la gestion des conflits, l'égalité du genre, le leadership féminin, le respect de l'environnement, la masculinité positive et la planification familiale ; à cette fin, création d'espaces conviviaux et sûrs dans les lieux de formation appuyés, avec accompagnement social et psychotechnique.

Activités liées au résultat 3.1 « Les communautés s'approprient la lutte contre les VBG et la mettent en œuvre »: appui à l'analyse anthropologique des facteurs historiques et socio-culturels qui, dans la communauté, sous-tendent la perception des droits de la femme et des VBG ; appui aux campagnes de sensibilisation communautaires et à la formation des autorités locales, fonctionnaires publics et leaders d'opinion (y compris les hommes et garçons), en matière de droits de la femme et de la jeune fille, de masculinité positive et de lutte contre les VBG ; mise en réseaux des acteurs de la société civile ; émissions radios à travers lesquelles les femmes peuvent partager en direct leurs expériences en matière lutte contre les VBG ; appui à l'intégration de la lutte contre les VBG aux plans locaux de sécurité, et appui à sa mise en œuvre par les comités locaux de sécurité ;

Activités liées au résultat 3.2 « Un mécanisme de réponse rapide est opérationnel et efficace »: appui à l'établissement et/ou au renforcement d'un système de réponse rapide basé sur les SMS ou les appels téléphoniques, assurer la confidentialité et le respect de la vie privée des victimes ; appui à la sensibilisation communautaire autour de ce mécanisme et au renforcement de son utilisation effective ; appui au traitement des alertes reçues (réception et évaluation), ainsi que à la riposte ;

Activités liées au résultat 3.3 « Les victimes des VBG ont accès à une prise en charge holistique »: renforcement des centres intégrés (« One Stop Centres ») existants et création de nouveaux centres dans les hôpitaux publics ne proposant pas encore un tel service; appui aux soins médicaux spécialisés pour la prise en charge immédiate des victimes ayant subies des violences sexuelles ; appui à la distribution de kits de prophylaxie post-exposition (PEP) dans les centres de santé éloignés ; appui à la formation des prestataires psycho-sociaux ; intégration systématique des soins psycho-sociaux dans les centres intégrés (« One Stop Centres ») ; appui à l'organisation de visites de domicile et à la facilitation d'un dialogue intra et extrafamilial favorisant la réinsertion des victimes ; appui au référencement des dossiers des victimes auprès des points focaux dans les parquets et la police de protection de l'enfant et de la femme (ou auprès d'autres mécanismes d'arbitrage disponibles) ; appui au référencement des victimes des VBG auprès des lieux de formation appuyés.

Par ailleurs, au total, 114 acteurs opérationnels, dont 66 % d'Organisations non-gouvernementales (ONG) nationales mettent en œuvre près de 1 470 interventions de prévention et de réponse aux VBG dans 12 provinces, à savoir : Haut Katanga, Ituri, Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Kinshasa, Lomami, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema Tanganyika et Lualaba en faveur de 1 100 000 personnes ciblées. Le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) préside le sous-cluster VBG qui assure la coordination de toutes les actions dans le domaine de lutte contre

les VBG sur le territoire congolais, qu'elles soient de nature préventive ou réactive. A travers de ce programme, l'UE s'impliquera activement dans cette démarche de coordination et y fera valoir l'approche Team Europe.

3.3. Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Compte tenu des activités prévues, il n'a pas été considéré nécessaire de prévoir dans le cadre de l'action une évaluation stratégique environnementale, une évaluation d'impact environnemental ou une évaluation du risque climatique à ce stade. Ces études seront effectuées, soit par un processus parallèle, soit avant le démarrage de cette action si nécessaire. L'action inclura une éducation environnementale des jeunes et des femmes, si bien que les initiatives entrepreneuriales qui en découleront pourront mettre en œuvre des mesures de protection environnementale (p.ex. gestion des déchets).

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G2. Cela implique qu'une analyse nationale de la problématique genre est actuellement en cours, dont les résultats contribueront à la formulation finale de la présente action.

Droits de l'Homme

La protection des droits de l'homme est au cœur de cette action. En visant à éliminer les VBG, elle contribue à ce que l'intégrité physique et le droit à la liberté et à la sécurité de la personne soient respectés et promus. Par ailleurs, l'approche « *ne pas nuire* » est prise en compte aussi bien dans le choix des bénéficiaires finaux que dans la logique d'intervention (voir section 3.5). L'action adopte une approche inclusive qui regroupe dans les mêmes formations les victimes des VBG et les jeunes non victimes. Cette inclusivité augmente la cohésion sociale et renforce la crédibilité de l'action, dans la mesure où la singularisation des victimes peut les stigmatiser et leur nuire. L'approche fondée sur les droits humains (« human rights based approach ») est intégrée à tous les niveaux de l'action. Ainsi une attention particulière est portée aux détenteurs de l'obligation de protéger les droits (policiers, professeurs, etc.) qui joueront un rôle clé dans la lutte contre les VBG. Les personnes les plus vulnérables (minorités religieuses et ethniques, jeunes issus des groupes armés, enfants vulnérables, personnes déplacées internes) recevront une attention particulière. Leurs besoins seront identifiés au moyen d'une étude anthropologique et abordés par un accompagnement psycho-social (« counseling ») individuel ou collectif spécifique. Tout au long de sa mise en œuvre, l'action appliquera les cinq principes de l'approche basée sur les droits humains : a) application de tous les droits humains pour tous ; b) participation significative et inclusive et accès à la prise de décision ; c) non-discrimination et égalité ; d) responsabilité et État de droit pour tous et transparence ; e) accès à l'information soutenu par des données désagrégées.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que la participation à cette action par des personnes vivant avec un handicap sera promue, en tant que bénéficiaires (participation aux formations, aux initiatives entrepreneuriales, etc.) ainsi que par leur contribution directe à la réalisation des activités (conduite des formations, animation de la lutte contre les VBG, accompagnement des bénéficiaires, assistance médicale, etc.). Par ailleurs, l'offre de formation et ses modalités pratiques seront adaptées aux besoins spécifiques des personnes handicapées. Le degré avec lequel les personnes vivant avec un handicap seront finalement incluses fera l'objet d'un suivi régulier.

Démocratie

L'action contribue à la démocratie en ce qu'elle s'inscrit dans une approche de participation inclusive. Au niveau communautaire, tant les leaders d'opinion que les personnes moins visibles (y compris les victimes des VBG) auront l'opportunité de se faire entendre (p.ex. au moyen des radios communautaires) et de s'impliquer dans la prise de décision à travers les comités locaux de sécurité. L'accompagnement individuel et collectif renforce la capacité des jeunes filles, souvent silencieuses, à s'exprimer ouvertement en public et à exercer leur leadership. La campagne de sensibilisation au niveau national permettra l'expression des différents groupes cibles sur l'égalité des sexes.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'analyse de conflit réalisée en 2020 illustre la place des VBG dans les conflits. L'éducation à la non-violence et à la gestion des conflits sera au cœur de cette action qui vise à former la jeunesse non seulement à l'apprentissage des métiers mais également à la citoyenneté responsable. La résolution des conflits et la promotion de la paix seront également favorisées par le renforcement des liens sociaux entre les femmes victimes des VBG et les membres de leur communautés d'origine. Le dialogue de paix sera promu via la sensibilisation communautaire. La résilience des

femmes et des jeunes sera renforcée à travers l'ensemble des activités prévues dans le cadre de cette action. Toutes les activités seront construites sur base d'une analyse sensible au conflit et dans le respect du principe de ne pas nuire, en s'assurant que le développement des activités ne va pas provoquer de nouveaux conflits ou une intensification de conflits déjà existants.

Réduction des risques de catastrophes

L'action renforce la résilience socio-économique des femmes et des jeunes et, de ce fait, elle favorise leur capacité de gestion des crises sanitaires et d'autres désastres ou catastrophes.

Autres considérations, le cas échéant

N.A.

3.4. Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Environnement extérieur	Niveau d'insécurité trop élevé et perturbation ou arrêt des activités	Moyenne	Haut	Analyse de risque. Concentration des activités dans les milieux où les conditions de sécurité ne sont pas réductrices.
Environnement extérieur	Impact limité des activités visant le renforcement socio-économique dû à un contexte fragile, instable et peu propice aux affaires	Haute	Moyen	Création de partenariats avec des entreprises stables et opérationnelles ; suivi de l'intégration dans la vie économique des bénéficiaires ; analyse de marché et concentration des activités dans les milieux où le secteur privé est plus porteur ; diversification des métiers et adaptation de l'offre de formation à la réalité économique selon le contexte.
Environnement extérieur	Conflits inter ou intra-communautaires latents	Moyenne	Moyen	Encouragement aux dialogues de paix à travers les activités de sensibilisation communautaire ; formations à la gestion des conflits et à la non-violence ; l'action est construite sur base d'une approche sensible au conflit
Environnement extérieur	Inaccessibilité physique de certaines zones due à l'absence d'infrastructures	Moyenne	Moyen	Sélection des centres hospitaliers de manière qu'une couverture géographique diversifiée puisse être assurée (dans la mesure du possible) ; création de partenariats avec des acteurs locaux.
Environnement extérieur	Environnement hostile pouvant provoquer l'arrêt des activités de Panzi	Moyenne	Moyen	Renforcement en cours du dispositif sécuritaire de la Fondation Panzi et de l'hôpital Panzi, sur base d'une approche Team Europe.
Planning, processus et systèmes	Les ressources budgétaires de l'État sont insuffisantes pour mettre en œuvre l'action dans la durée	Haute	Moyen	Appui à la gestion des finances publiques (en cours) ; dialogue politique avec le MGFE, le ministère de finance, du budget et du plan ainsi que les commissions parlementaires compétentes.

Enseignements tirés: Le projet « Initiative pour lutter contre les violences liées au genre en RDC - Femmes et Hommes, progressons ensemble » mis en œuvre sous le 10^e FED a montré l'importance d'une implication conjointe des hommes et des femmes pour éviter l'effet pervers des stigmatisations classiques (hommes/auteurs vs femmes/victimes). L'évaluation conjointe des programmes de lutte contre les violences sexuelles en RDC 2005-2017 a, de son côté, mis en lumière la nécessité (i) d'aborder la faible capacité de gestion du MGFE ; (ii) de ne pas favoriser indument l'approche réactive au détriment des actions préventives ; (iii) de prêter attention aux causes structurelles des violences sexuelles ; et (iv) d'intégrer l'assistance psychosociale et la réintégration socioéconomique dans l'approche holistique. Les limites de l'impact du pilier socio-économique axé sur la mise en place d'associations agricoles sans que l'environnement commercial ne soit pris en compte a également été révélé dans le cadre de l'appui de l'UE au Programme intégré d'appui holistique aux survivants des violences sexuelles de Panzi. D'autres besoins ont été relevés lors d'une visite de ce projet en mars 2021, à savoir : i) le passage du modèle holistique à une échelle supérieure ; et ii) l'amélioration de la prévention à travers la formation professionnelle des jeunes.

Par ailleurs, la formulation de ce projet s'appuie sur l'analyse des conflits réalisée en 2021.

3.5. Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente à l'action vise à contribuer à l'**élimination des VBG en RDC** par la réalisation d'une série d'objectifs spécifiques. L'**OS1** part du principe que la promotion au niveau national de la lutte contre les VBG peut avoir un impact tangible sur la réduction des VBG. L'implication du gouvernement assure non seulement l'institutionnalisation nécessaire pour atteindre la visibilité requise, mais également permet la durabilité de la lutte nationale. Pour cela, la CTZI offre un plan de travail complet qui, si des moyens sont rendus disponibles et la gestion est adéquate, peut provoquer des effets positifs sur tous les fronts. Or, en l'absence d'une connaissance de la problématique par la population et les divers parties prenantes, cette lutte ne peut être que partielle. C'est pourquoi les activités prévues visent d'abord à sensibiliser sur la lutte contre les VBG par la dénonciation à tous les niveaux et par l'organisation d'ateliers nationaux et provinciaux d'information, d'éducation et de communication. Dès lors que la prise de conscience s'opère, la perspective d'une lutte nationale efficace contre les VBG est nettement plus proche (*OS1 - résultat 1*). D'un autre côté, la contribution à cette démarche par des structures publiques congolaises (CNDH/MFGE) (*OS1 - résultat 2*) peut être renforcée par différentes mesures d'appui : la collecte et la gestion des données sur les VBG ; la conduite d'enquêtes et la dénonciation des cas graves de violences sexuelles ; la dissémination des dispositions légales protégeant les droits des femmes; etc.

L'**OS2** part du constat que la faiblesse du statut de la femme et de la jeune fille, tant sur le plan socio-économique que politique, la rend plus vulnérable aux VBG. En revanche, un renforcement de ses compétences socio-professionnelles (*OS2 - résultat 1*), et un meilleur accès à un emploi générant un revenu mensuel stable (*OS2 - résultat 2*) peuvent les rendre moins dépendantes des hommes, limiter leur recours aux métiers qui les exposent davantage aux VBG (travail dans les mines, prostitution), et leur donner la fierté et l'autonomie leur permettant de contribuer aux changements des mentalités et des pratiques au sein de leur foyer et communauté. Ce dernier effet (*OS2 - résultat 3*) sera renforcé à travers des activités d'accompagnement individuel ou de groupe (coaching) et d'éducation civique qui mettent l'accent sur la non-violence, la gestion des conflits, l'égalité du genre, le leadership féminin, la masculinité positive et la planification familiale. Par ailleurs, la participation des jeunes hommes aux formations, qui aura le potentiel de provoquer un changement de mentalités à leur niveau, augmentera la capacité de la femme à pouvoir s'affirmer au sein de la société et prendre des décisions autrefois réservées aux hommes. Les activités relatives à l'**OS2** prévoient également le lancement d'initiatives entrepreneuriales mixtes qui contribuent à la reconsidération du rôle de la femme dans la société congolaise. Les activités économiques à forte valeur ajoutée y seront exploitées, y compris des initiatives de caractère créatif et/ou visant à une meilleure gestion environnementale. Par ailleurs, il est aussi prévu d'ouvrir les activités de formation et d'accompagnement professionnel aux jeunes non vulnérables. En effet, d'un point de vue économique, l'éclosion d'initiatives entrepreneuriales plus prometteuses et plus solides peut émaner à la fois des jeunes vulnérables et des jeunes non vulnérables. De plus, l'égalité des sexes n'est pas une thématique qui se limite à la situation des plus démunis.

L'**OS3** est étroitement lié à l'**OS2**, les effets de l'un renforçant les effets de l'autre. Si l'**OS2** crée des capacités pour une réduction des VBG au niveau individuel, l'**OS3** cible la communauté dans son ensemble. Le renforcement de l'environnement protecteur de la femme a pour but de favoriser le respect des droits de la femme au niveau de la communauté, augmentant ainsi les possibilités d'émancipation de la jeune fille et de la femme ainsi que leur capacité de s'émanciper vis-à-vis des hommes. Par des campagnes de sensibilisation communautaires, des formations ciblées et des activités pédagogiques, un changement de comportement au niveau local sera possible, permettant à l'ensemble des membres de la communauté, y compris les autorités locales, les fonctionnaires publics et les leaders d'opinion, dont les hommes et les garçons, de s'approprier la lutte contre les VBG et de la mettre en œuvre (*OS3 – résultat 1*). Un appui à l'intégration de la lutte contre les VBG aux plans locaux de sécurité (y compris leur suivi par les comités locaux de sécurité) est prévu en complémentarité avec le programme de RSS. Par ailleurs, la réalisation d'une étude anthropologique permettra de cibler les activités de sensibilisation et de formations en fonction des facteurs historiques et socio-culturels qui sous-tendent les droits de la femme et les VBG dans la communauté en question. Par ailleurs, l'action fera recours à des activités culturelles (chansons, théâtre participatif) pour obtenir un changement de comportement organique au sein de la communauté. Sur le plan de la riposte, la mise en place d'un mécanisme de réponse rapide, opérationnel et efficace (*OS3 – résultat 2*), dont la gestion se fera en lien étroit avec les communautés, contribuera à l'environnement protecteur de la femme grâce (i) au référencement rapide des victimes des VBG aux centres intégrés (« One Stop Centres ») ; et (ii) aux conseils de protection et d'assistance psycho-sociale auxquels les femmes et hommes (victimes ou non) peuvent accéder par un simple appel téléphonique ou l'envoi d'un message texto/WhatsApp. L'appui à une meilleure prise en charge holistique est prévu sous l'**OS3** (*résultat 3*). S'agissant du premier pilier de cette approche (prise en charge médicale des victimes), l'action s'appuiera sur des hôpitaux publics pour y intégrer ou renforcer des centres intégrés (« One Stop Centres ») ouverts aux victimes et proposant des soins médicaux spécialisés de prise en charge immédiate des victimes ayant subi des violences sexuelles. La prise en charge psycho-sociale (deuxième pilier) sera également mise en œuvre à travers les centres intégrés, et comprendra l'assistance sociale personnalisée ou collective.

Par ailleurs, l'organisation de visites à domicile et la facilitation d'un dialogue intra et extrafamilial par les équipes des centres intégrés favorisera le rapprochement et la réinsertion des victimes dans leurs communautés. Pour la mise en

œuvre du troisième pilier (assistance judiciaire et juridique aux victimes), l'action s'appuiera sur les programmes de réforme de la Justice et de la Police, mis en œuvre sous le 11^e FED. Les dossiers des victimes seront référencés, à partir du centre intégré, vers les points focaux situés au niveau du parquet ou de la police spéciale de protection de l'enfant et de la femme, ou à d'autres mécanismes de résolution des conflits. Enfin, le pilier socio-économique sera mis en œuvre à travers les activités prévues sous l'OS2, c'est-à-dire, la participation des femmes victimes aux formations professionnelles et aux initiatives d'accompagnement entrepreneurial. Par ailleurs, la participation des victimes des VBG de tout âge à des formations mixtes peut favoriser leur retour progressif à la vie normale, les lieux de formations y agissant comme tremplins entre séjour médical et réinsertion définitive.

3.6. Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Modalité de projet (3 niveaux de résultats / indicateurs /valeurs de référence/valeurs cibles / source de données / Hypothèse – pas d’activités)

Résultats	Chaîne de résultats Principaux résultats attendus	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Sources de données	Hypothèses
Impact	Contribuer à l'élimination des violences basées sur le genre (VBG) en République démocratique du Congo	<p>1 Nombre de personnes à risque et survivantes des violences sexuelles en RDC par an dans le Sud Est, Centre Est, Kasai et zone Ouest (ventilé par sexe, âge et handicap)</p> <p>2 Pourcentage de femmes âgées de 15 ans et plus qui ont déjà subi de la violence physique, sexuelle ou psychologique de la part d'un partenaire intime (ODD 5.2.1)**Classement de la RDC sur l'Indice de développement du genre</p> <p>3 3 Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans mariées ou en union avant l'âge de 15 ans et avant l'âge de 18 ans (ODD 5.3.1)</p>	<p>1 1 485 000 personnes en 2021 (50,8 % femmes, 49,2 % hommes ; 49,9 % enfants, 47,4% adultes, 2,7 % pers. âgées)</p> <p>2 50.7% en 2020</p> <p>3 0.845 en 2020</p> <p>4 37 % en 2020</p>	<p>1 1 400 000 en 2025</p> <p>2 40 % en 2025</p> <p>3 0,855 en 2025</p> <p>4 30 % en 2025</p>	<p>1 Plan d'intervention humanitaire</p> <p>2-4 Indice de développement de genre (GDI) des Nations unies</p>	<i>Non applicable</i>
Effet direct 1	1 La lutte nationale contre les VBG est promue	<p>1.1 Nombre de femmes, hommes, filles et qui sont mieux protégés des VBG grâce à cette action (GAP) désagréé par statut de déplacement</p> <p>1.2 Mesure dans laquelle les capacités des institutions des pays partenaires à lutter contre la violence basée sur le genre sont renforcées grâce à cette action Number of people who think it is justifiable for a person to subject an intimate partner to violence, by gender and age of the respondent (SI 3.1 amended) (GAP) grâce à cette action, ventilé par sexe et par âge</p>	<p>1.1 0 (F/H/G/FI)</p> <p>1.2 0 % en 2021</p> <p>1.3 Données à renseigner par PPG 2021</p>	<p>1.1 4000 en 2025</p> <p>1.2 implication qualifiée « forte » en 2025</p> <p>1.3 A préciser en fonction de la valeur initiale</p>	<p>1.1 Rapports intermédiaires et finaux de l'action ; évaluation à mi-parcours et finale</p> <p>1.2 Evaluation à mi-parcours et finale</p> <p>1.3 Enquête de perception à mi-parcours et finale ; données PPG 2025</p>	<p>Persistance de l'élan du gouvernement en faveur de l'égalité des sexes et dans la conduite de la campagne « Tolérance zéro immédiate » ;</p> <p>Absence de crise politique remettant en cause l'action du gouvernement.</p>

Effet direct 2	2 L'autonomie socio-économique de la femme et le leadership féminin sont renforcés	<p>2.1 Pourcentage des femmes qui vivent en-dessous le seuil de pauvreté désagrégé par statut de déplacement</p> <p>2.2 Indice de développement humain (femmes)</p> <p>2.3 Taux de chômage total (ratio femmes/hommes)</p> <p>2.4 Taux de chômage des jeunes (ratio femmes/hommes)</p>	<p>2.1 61,2 % en 2009</p> <p>2.2 0,439 en 2020</p> <p>2.3 0,68 % en 2020</p> <p>2.4 0,61 % en 2020</p>	<p>2.1 45 % en 2025</p> <p>2.2 0,445 en 2025</p> <p>2.3 0,59 % en 2025</p> <p>2.4 0,65 % en 2025</p>	<p>2.1 Profil Pays Genre 2021, 2023 et 2025</p> <p>2.2-4 Indice de développement de genre des Nations Unies</p>	Absence de dégradation de la situation sécuritaire dans les zones d'intervention spécifiques ; Environnement économique et commercial stable y compris l'absence de fortes fluctuations de la monnaie.
Effet direct 3	3 L'environnement protecteur de la femme est renforcé	<p>3.1 Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons devenus des agents de changement en matière de normes sociales discriminatoires, les stéréotypes sexistes et les facteurs de conflit basés sur le genre</p> <p>3.2 Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons qui souffrent de violence basées sur le genre et qui ont un accès accru aux services essentiels grâce à cette action, désagrégé par statut de déplacement</p> <p>3.3 Pourcentage des femmes, des filles et des garçons qui déclarent se sentir et/ou vivre une sécurité accrue dans les sphères privée et publique grâce à cette action, désagrégé par statut de déplacement</p> <p>3.4 Nombre d'hommes et de garçons qui reconnaissent que la violence fondée sur le sexe n'est pas acceptable grâce à cette action</p>	<p>3.1 0 en 2021</p> <p>3.2 0 en 2021</p> <p>3.3 0 en 2021</p> <p>3.4 0 en 2021</p>	<p>3.1 5 000 en 2025</p> <p>3.2 6 000 en 2025</p> <p>3.3 10 000 en 2025</p> <p>3.4 10 000 en 2025</p>	<p>3.1 Enquête de perception à mi-parcours et finale</p> <p>3.2-5 Enquête de perception mi-parcours et finale ; évaluations à mi-parcours et finale</p>	Volonté des hommes et garçons, et notamment des leaders communautaires, de s'impliquer dans la lutte contre les VBG et soutenir l'émancipation socio-économique de la femme.
Produit 1	1.1 La campagne «Tolérance zéro	1.1.1 Pourcentage des activités prévues dans la CTZI qui ont été mises en œuvre	1.1.1 0 en 2021	1.1.1 80 % en 2025	1.1.1-2 : Rapports d'évaluation de la	Persistance de l'élan du gouvernement en

Lié à l'effet direct 1	immédiate » (CTZI) contre les VBG est efficace	1.1.2 Pourcentage des activités mises en œuvre sous la CTZI dont les objectifs ont été atteints	1.1.2 0 % en 2021	1.1.2 70 % en 2025	mise en œuvre de la campagne CTZI ; rapports d'activité	faveur de l'égalité des sexes et dans la conduite de la CTZI ; renouvellement de la CTZI après 2 ans
Produit 2 Lié à l'effet direct 1	1.2 Le gouvernement congolais est un acteur clé dans la lutte contre les VBG	1.2.1 Pourcentage des cas de VBG qui sont enregistrés, rendus publics et dont l'information est utilisée pour informer les politiques et programmes du gouvernement grâce à cette action (GAP) 1.2.2 Pourcentage des cas référés de violence sexuelle et basée sur le genre à l'égard des femmes et des enfants qui font l'objet d'une enquête grâce à cette action 1.2.3 Nombre de décideurs politiques qui condamnent publiquement la violence basée sur le genre, ventilé par sexe grâce à cette action	1.2.1 0 % en 2021 1.2.2 0 % en 2021 1.2.3 0 en 2021	1.2.1 60 % en 2025 1.2.2 30 % en 2025 1.2.3 500 en 2025	1.2.1-2 : Rapports d'activité de la CNDH et du MFGE ; registre de la base des données du MFGE et du CNDH ; rapports intermédiaires et finaux de l'action 1.2.3 Rapports d'activité du programme ; évaluation à mi-parcours et finale	Absence de crise politique remettant en cause l'action du gouvernement.
Produit 1 Lié à l'effet direct 2	2.1 Les compétences socio-professionnelles des jeunes et des femmes sont renforcées	2.1.1 Nombre de personnes ayant bénéficié d'enseignement et de formation professionnels / de développement des compétences, en institution ou sur le lieu de travail, ventilé par âge et par sexe et statut de déplacement, en tenant compte des handicaps* 2.1.2 Pourcentage des jeunes (f/h) et des femmes formées qui pratiquent une activité économique grâce aux compétences acquises à travers cette action, ventilé par sexe et par âge et statut de déplacement 2.1.3 Pourcentage des activités économiques créées grâce à cette action et qui contribuent à la protection de l'environnement	2.1.1 0 en 2021 (H/F) 2.1.2 0 % en 2021 2.1.3 0 % en 2021	2.1.1: 10 000 en 2025 (5 000 F ; 5 000 H) 2.1.2 75 % 2.1.3 10 % en 2025	2.1.1-3 Rapports d'activité et évaluation mi-parcours et finale	Volonté des maîtres artisans, des centres de formation privés et publics et leurs personnels de s'impliquer dans l'action ; Absence de dégradation de la situation sécuritaire dans les zones d'intervention spécifiques.

Produit 2 Lié à l'effet direct 2	2.2 Le nombre de femmes et de jeunes ayant un emploi ou auto-emploi est augmenté, ainsi que leur revenu mensuel	2.1.1 Nombre de femmes et de jeunes (f/h) bénéficiaires du projet dont le revenu mensuel a augmenté grâce à cette action 2.1.2 Nombre de femmes et des jeunes (f/h) bénéficiaires qui ont un travail stable grâce à cette action	2.2.1 0 en 2021 2.2.2 0 en 2021	2.2.1 7 500 2.2.2 6 500	2.2.1-2: Enquête de perception, mise en œuvre à mi-parcours et à la fin de l'action ; rapports d'activité et évaluation mi-parcours et finale	Environnement économique et commercial stable y compris l'absence de fortes fluctuations de la monnaie ; Absence de dégradation de la situation sécuritaire dans les zones d'intervention spécifiques.
Produit 3 Lié à l'effet direct 2	2.3 Le leadership féminin est renforcé	2.3.1 Nombre de filles/femmes qui ont contribué à la prise des décisions au sein de leurs communautés grâce à cette action 2.3.2 Nombre de garçons/hommes qui apprécient la capacité de travail et le leadership des femmes grâce à cette action	2.3.1 0 en 2021 2.3.2 0 en 2021	2.3.1 800 en 2025 2.3.2 1 000 en 2025	2.3.1-2 : Enquête de perception, mise en œuvre à mi-parcours et à la fin de l'action ; évaluation à mi-parcours et finale.	Volonté des hommes et garçons, et notamment des leaders communautaires, de s'impliquer dans la lutte contre les VBG et soutenir l'émancipation socio-économique de la femme.
Produit 1 Lié à l'effet direct 3	3.1 La communauté s'approprie la lutte contre les VBG et la met en œuvre	3.1.1 Mesure dans laquelle les homologues locaux (institutions de sécurité et de justice, entre autres) agissent pour prévenir et combattre les violences sexuelles et basées sur le genre grâce à cette action 3.1.2 Nombre de dirigeants communautaires et religieux qui condamnent publiquement la violence basée sur le genre grâce à cette action, désagréé au moins par sexe	3.1.1 0 en 2021 3.1.2 0 en 2021	3.1.1 implication qualifiée « forte » en 2025 3.1.2 1 000 en 2025	3.1.1 – 2: Enquête de perception, mise en œuvre à mi-parcours et à la fin de l'action ; rapports d'activité de l'action	Volonté des hommes et garçons, et notamment des leaders communautaires, de s'impliquer dans la lutte contre les VBG et soutenir l'émancipation socio-économique de la femme.

Produit 2 Lié à l'effet direct 3	3.2 Un mécanisme de réponse rapide est opérationnel et efficace	3.2.1 Nombre de communautés qui ont inscrit la lutte contre les VBG dans leur plan local de sécurité grâce à cette action 3.2.2 Nombre des appels et SMS reçus au travers du mécanisme de réponse rapide grâce à cette activité	3.2.1 0 en 2021 3.2.2 0 en 2021	3.2.1 20 en 2025 3.2.2 100 000 en 2025	3.2.1 -3.2.2 : Rapports d'activité de l'action 3.2.2 : Enquête de perception, mise en œuvre à mi-parcours et à la fin de l'action	Volonté des acteurs locaux de s'impliquer dans la gestion du mécanisme de réponse rapide de manière permanente
Produit 3 Lié à l'effet direct 3	3.3 Les victimes des VBG ont accès à une prise en charge holistique	3.3.1 Nombre de victimes (f/h) qui ont reçu des soins médicaux spécialisés et qui ont été guéries grâce à cette action désagrégée par statut de déplacement; 3.3.2 Nombre de victimes (f/h) qui ont reçu une assistance psycho-sociale de qualité au niveau des Centres One Stop grâce à cette action désagrégée par statut de déplacement	3.3.1 0 en 2021 3.3.2 0 en 2021	3.3.1 10 000 en 2025 3.3.2 10 000 en 2021	3.3.1-3.3.2 : rapports d'activité ; enquête socio-économique et de perception, mise en œuvre à mi-parcours et à la fin de l'action.	Volonté des hôpitaux publics et leurs personnels de s'impliquer dans l'action ; Existence d'infrastructures suffisamment fiables et sécurisées pour permettre tant l'accueil des victimes aux structures hospitalières que leur retour au lieu d'origine/de choix.

4. MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec la République démocratique du Congo.

4.2. Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3. Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁸.

4.3.1. Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre/une organisation internationale

4.3.1.1 – OS1 - La lutte nationale contre les VBG est promue

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité en conformité aux exigences de l'article 154 du Règlement financier. Cette entité sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants: i) une capacité reconnue de plaider pour le respect des droits des femmes et ii) des actions de coopération en cours ou récentes en RDC dans le domaine.

Une entité spécialisée dans le plaidoyer assurera la mise en œuvre de l'OS1.

4.3.1.2 – OS2 – L'autonomie socio-économique de la femme et le leadership féminin sont renforcés et OS3 - l'environnement protecteur de la femme est renforcé.

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité en conformité aux exigences de l'article 154 du Règlement financier. Cette entité sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants: i) compétence reconnue en matière de formation professionnelle et de prise en charge holistique des victimes des VBG dans le pays, et/ou en matière de lutte contre les VBG dans le pays et ii) des actions de coopération en cours ou récente en RDC dans ces domaines.

Une entité spécialisée dans la formation professionnelle et prise en charge holistique des victimes des VBG assurera la mise en œuvre des OS2 et OS3.

4.3.2. Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Au cas où la modalité privilégiée mentionnée au point 4.3.1 ne peut pas être mise en œuvre en raison de circonstances échappant au contrôle de la Commission, la présente action sera conduite en gestion directe selon le schéma suivant : signature d'un contrat de subvention avec un ou plusieurs opérateurs spécialisés regroupés en consortium pour la mise en œuvre de toutes les activités indicatives prévues dans le cadre des objectifs spécifiques et produits attendus de l'action tels que décrits au point 3.1.

⁸ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

4.4. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.5. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (Montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.3	Convention de contribution avec une ou plusieurs organisations d'un Etat membre et/ou organisations internationales
Objectif/produit OS1 : la lutte nationale contre les VBG est promue;	1 500 000
Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre/une organisation internationale – cf. section 4.3.1.1	1 500 000
Objectif/produit OS2 : l'autonomie socio-économique de la femme et le leadership féminin sont renforcés; OS3 : l'environnement protecteur de la femme est renforcé.	18 500 000
Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre/une organisation internationale – cf. section 4.3.1.2	18 500 000
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	seront couverts par une autre décision
Provision pour dépenses imprévues	Inclus dans les accords de contribution
Totaux	20 000 000

4.6. Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

4.7. Conditions préalables : N.A.

5. MESURE DE PERFORMANCE

5.1. Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et résultats directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

L'ordonnateur compétent de la Commission assurera la maîtrise d'œuvre. La mise en œuvre de toutes les activités prévues pour atteindre les objectifs spécifiques sera déléguée à des organisations d'un Etat membre ou internationales, mobilisées au moyen d'une ou deux conventions de délégation dont chacune inclura toutes les activités prévues.

Un Comité de pilotage, qui constitue un cadre de dialogue entre le gouvernement de la RDC, l'UE et les autres parties prenantes, est établi pour assurer la gouvernance de l'action. Il est composé du MGFE, qui en assure la co-présidence avec la Délégation de l'UE, des États membres de l'UE et/ou des organisations internationales impliqués dans le domaine de la lutte contre les VBG, et le cas échéant de représentants de la société civile et des opérateurs de mise en œuvre. La participation au Comité de pilotage pourra être élargie en fonction de l'ordre du jour. Le Comité de pilotage se réunit en principe deux fois par an. Des réunions extraordinaires pourront être convoquées selon les besoins. Le Comité technique assure quant à lui le suivi technique et opérationnel. Composé d'un représentant du MGFE, d'un représentant de chaque service ou unité impliqué dans le cadre de l'action et d'un représentant de la Délégation de l'UE et des opérateurs de mise en œuvre, il se réunit en principe tous les 3 mois, notamment avant la tenue du Comité de pilotage. L'action pourra aussi faire l'objet d'échanges dans le cadre du dialogue politique entre la RDC et l'UE. Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux organes de gouvernance susmentionnés, mis en place pour régir la mise en œuvre de l'action.

Dans le cadre de son OS1, l'action appuiera la mise en œuvre de la campagne « Tolérance zéro immédiate » qui est actuellement en train d'être lancée par l'Etat et sera mise en œuvre sur 2 ans. Une matrice de suivi avec des indicateurs cibles sera élaborée afin d'assurer une évaluation objective de la mise en œuvre de la campagne, ainsi que des activités de renforcement des capacités prévues. Des rapports de suivi publiés régulièrement, ainsi que les revues sectorielles présidées par le MGFE, permettront à l'ensemble des partenaires d'analyser : i) l'évolution des statistiques des VBG; ii) la mise en œuvre de la campagne ; et iii) l'exécution des budgets alloués sur financement domestique et extérieur.

Le Comité de pilotage prendra connaissance de l'avancement de la protection des droits des femmes, la prévention des VBG et la prise en charge holistique des victimes, via l'appréciation des indicateurs de l'action et d'autres.

5.2. Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours est envisagée pour résoudre des problèmes, tirer des enseignements, notamment dans le cadre de l'atteinte des objectifs fixés par exemple : la promotion de la CTZI, le renforcement des capacités du gouvernement de la RDC en tant qu'acteur clé dans la lutte contre les VBG, le fonctionnement du mécanisme de réponse rapide, l'efficacité au niveau communautaire des méthodes de formation, du renforcement du leadership féminin et de la sensibilisation.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment des approches distinctes de formation professionnelle qui pourront être mises en œuvre dans les zones d'intervention spécifiques.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 1 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.3. Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6. COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

APPENDIX 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention⁹ (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

Niveau Action		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
Groupe d'actions		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#):
Niveau Contract		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre/une organisation internationale – cf. section 4.3.1
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre/une organisation internationale – cf. section 4.3.1
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	<foreseen individual legal commitment (or contract) 1> <foreseen individual legal commitment (or contract) 2> <foreseen individual legal commitment (or contract) #>

⁹ [ARES \(2021\)4204912](#) - For the purpose of consistency between terms in OPSYS, DG INTPA, DG NEAR and FPI have harmonised 5 key terms, including 'action' and 'Intervention' where an 'action' is the content (or part of the content) of a Commission Financing Decision and 'Intervention' is a coherent set of activities and results which constitutes an effective level for the operational follow-up by the EC of its operations on the ground. See more on the [concept of intervention](#).

